**Entretien sur l'élection présidentielle de 2007**

**Paru dans la revue catholique *Objections*.**

*Cher Alain, vous avez publié sur votre site Internet un éblouissant commentaire de l'actualité politique française, vue à travers le prisme de l'élection présidentielle et de ses résultats, qui semblent ouvrir de nouvelles perspectives dans l'histoire de la Cinquième République. Si je vous ai bien compris, vous n'êtes pas de ceux qui ont diagnostiqué un renouveau de la démocratie participative et un sursis pour la fête démocratique. Vous parlez de durcissement, voire de crispation. Faut-il éteindre les lampions ?*

J'ai surtout le sentiment que cette élection a été mal interprétée. Les deux principaux candidats, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, ont ensemble recueilli le 22 avril un score cumulé jamais atteint depuis 1974 : 56,9 % des voix, soit trois points de plus que Giscard et Mitterrand en 1981 (ou Chirac et Mitterrand en 1988), treize points de plus que Chirac et Jospin en 1995. De nombreux observateurs en ont conclu que l'électorat français avait renoué avec la bipolarisation et que le clivage gauche-droite avait repris toute sa signification. Le fort taux de participation a pareillement suscité des commentaires euphoriques. On a parlé de « fin de l'hiver politique français » (Jacques Attali), de « régénération politique », de « fête de la démocratie ». On a cru enfin réduite la « dissidence électorale » regroupant abstentionnistes et mécontents, tenants d'un vote protestataire ou d'un vote de perturbation, qui n'avait cesser d'enfler ces dernières années, au point d'atteindre 52,4 % des inscrits aux législatives de 1997, et même 55,8 % des inscrits aux législatives de 2002. Les électeurs qui avaient sanctionné en 2002 les grands partis de gouvernement les auraient plébiscités en 2007, le vote protestataire se serait soudainement mué en vote « républicain », la défiance envers la classe politique aurait cédé la place à une confiance retrouvée. Le « traumatisme » du non au référendum sur le projet de traité constitutionnel européen, enfin, aurait été surmonté. Bref, l'ordre normal des choses serait rétabli, les extrêmes seraient en voie de disparition et l'on en reviendrait au bon vieil affrontement gauche-droite dont tout annonçait auparavant l'effacement.

Or, indépendamment même du vote utile, qui a conforté artificiellement le score des deux principaux candidats sans donner un exact reflet de l'éventail des opinions, la spectaculaire percée de Bayrou au premier tour est la preuve que l'offre politique classique se résumant à la seule alternative gauche-droite continue d'être rejetée par un nombre important de Français. François Bayrou avait en effet axé toute sa campagne sur le thème de l'archaïsme (ou de la stérilité) de ce clivage et de l'absence de pluralisme réel dans les médias.

Il ne faut pas oublier en outre que les candidats du premier tour se sont tous présentés comme des « rebelles à leur camp » en prétendant incarner sous une forme ou une autre une « rupture » avec leur famille d'origine (qu'il s'agisse de Nicolas Sarkozy, qui a tout fait pour ne pas incarner la continuité chiraquienne et ne pas apparaître comme le « sortant » qu'il était,

de Ségolène Royal, qui s'est référée le moins possible au PS et n'a cessé de subir les avanies du directoire des « éléphants » de son parti, ou de François Bayrou, qui n'a décollé véritablement dans l'opinion que lorsqu'il a commencé à dénoncer avec virulence le système bipolaire français) et qu'ils ont tous tenus des discours reprenant, sous différents registres (discours sécuritaire chez Sarkozy, jurys citoyens chez Royal, dénonciation du complot médiatique chez Bayrou), des thèmes « populistes » défendus jusque là presque uniquement par les candidats « anti-système ». Plus qu'à une bipolarisation, on a assisté à la banalisation d'un discours (immigration, insécurité, référence à la nation, critique des délocalisations, mise en cause de la Banque centrale européenne, etc.) qui n'était jusque là tenu que par les extrêmes. Les candidats de gouvernement, en d'autres termes, n'ont attiré un grand nombre de voix au premier tour qu'en tenant un langage qui, auparavant, était précisément le contraire de celui des partis de gouvernement.

Il est donc faux, ou pour le moins imprudent, de dire que les Français ont plébiscité le système bipolaire qu'ils rejetaient encore hier. Quant à la forte participation, elle n'est pas non plus à interpréter comme la marque d'une adhésion au « système » ou d'un retour de confiance dans la classe politique, mais comme l'expression massive d'inquiétudes et de peurs mobilisées contre tel ou tel candidat. Le vote utile montre que les électeurs se sont moins prononcés en fonction des programmes en compétition qu'en fonction de leurs désirs de barrer la route au candidat jugé le plus dangereux. Les idéaux, dans le meilleur des cas, ont été reformulés en fonction des considérations tactiques ou des anticipations affolées. Les Français n'ont pas tant changé d'idées que de manière de les défendre. La crise du système politique est toujours bien là. Elle n'est pas moindre qu'auparavant, mais elle s'exprime différemment.

*Vous expliquez que la recomposition du paysage politique français s'effectue autour de la question du libéralisme : libéralisme sociétal (c'est la question des mœurs, et des lois qui les encadrent) ; libéralisme économique (c'est la question de l'entreprise libre et plus encore le problème de la mondialisation et de la finance internationale). Vous parlez ici à un public qui, à travers l'enseignement des papes, jusqu'à Jean Paul II lui-même, a appris depuis longtemps à condamner le libéralisme. Nos lecteurs ne seront donc pas dépaysés par les catégories nouvelles que vous mettez en œuvre et qui remplacent ou qui précisent le vieil antagonisme droite/gauche. Pouvez-vous développer votre analyse ?*

La division droite-gauche se maintient au niveau parlementaire, comme dans le langage courant, mais on voit bien, depuis au moins la chute du Mur de Berlin, que tous les grands événements auxquels nous avons assisté (de la guerre au Kosovo à celle d'Irak, de l'élargissement de l'Union européenne au référendum sur le projet de traité constitutionnel) ont créé de nouveaux clivages, qui transcendent ou traversent les anciennes familles politiques. Il en va de même des débats au sujet du « populisme », du « communautarisme », du « voile islamique », etc. qui, eux aussi, ont fait apparaître des regroupements inédits et des configurations nouvelles.

L'attitude par rapport au libéralisme constitue l'un de ces nouveaux enjeux. D'un point de vue théorique, on peut distinguer un libéralisme philosophique, que l'Eglise a en effet toujours condamné, un libéralisme politique, un libéralisme économique et enfin un

libéralisme culturel ou sociétal. Ce qui est intéressant, c'est de constater que l'attitude peut varier selon ces différentes formes de libéralisme.

On pourrait ici distinguer quatre groupes correspondant à quatre familles d'opinion distinctes : ceux qui approuvent le libéralisme des mœurs (ou libéralisme culturel) mais refusent le libéralisme économique, ceux qui refusent le libéralisme des mœurs mais approuvent le libéralisme économique, ceux qui approuvent l'un et l'autre et ceux qui les refusent tous les deux. Le premier groupe correspond pour l'essentiel à la gauche et à l'extrême gauche classique, le second à une partie de la droite classique (aujourd'hui principalement « orléaniste »), le troisième aux « bo-bos » (bourgeois-bohèmes) et autres libéraux-libertaires, le quatrième regroupant à la fois la droite autoritaire (« bonapartiste »), les contre-révolutionnaires (« légitimistes ») et ceux que l'on appelle les « conservateurs « défiants » (classes moyennes inférieures et classe ouvrière). Si l'on applique cette grille à la dernière élection présidentielle, on voit tout de suite que Nicolas Sarkozy, porte-parole du deuxième groupe, s'est principalement fait élire avec des voix prises au quatrième.

*Un certain nombre de nos lecteurs ont sympathisé avec la démarche, apparemment non-conformiste, de François Bayrou. Comment interprétez-vous, après le succès relatif du leader démocrate-chrétien, la création un peu confidentielle du Modem (Mouvement démocrate) ?*

Bayrou aura sans doute du mal, au moins dans un premier temps, à convertir en un mouvement de masse le vote hétérogène et volatil, composé à parts à peu près égales d'électeurs venus de la droite et de la gauche, qu'il a rassemblé le 22 avril – d'autant que les conditions du « vote utile » dont il a bénéficié ont déjà disparu. Ses chances de mener à bien son projet dépendent en fait en grande partie de l'évolution du PS.

Aujourd'hui confrontés à une crise profonde, les socialistes ne peuvent que constater que la stratégie d'« union de la gauche » élaborée par François Mitterrand au congrès d'Epinay (1971) est désormais impraticable faute de partenaires. L'interlocuteur principal de la gauche de gouvernement doit dès lors être trouvé ailleurs, ce qui renforce chez certains socialistes l'idée qu'ils ne pourront revenir au pouvoir qu'avec l'appoint des centristes. Plus précisément, le PS va devoir choisir dans les mois qui viennent entre s'allier avec le centre, ou du moins rechercher de « nouvelles convergences » avec lui (Royal, Dray, Rocard), se transformer par « réalisme » en un parti ouvertement social-démocrate aligné sur ses homologues européens (Strauss-Kahn) ou adopter une ligne « de gauche » (Fabius, Mélenchon) consistant par exemple à créer un « parti progressiste » sur le modèle du parti fondé en Allemagne, à la gauche du SPD, par Oskar Lafontaine. Ce choix, qui s'annonce douloureux, ne se fera pas du jour au lendemain. Il n'est pas exclu qu'il se traduise par une scission. François Bayrou, qui mise sur l'idée que le PS n'arrivera pas à se rénover et que Sarkozy ne parviendra pas à redresser le pays, a dans l'immédiat plus à gagner en se tournant vers sa gauche qu'en négociant avec la droite. Cela ne crédibilise toutefois pas son projet, dans la mesure où un grand parti « démocrate » à l'américaine, regroupant centristes, démocrates-chrétiens et une sociale-démocratie amputée de son aile gauche aboutirait, non pas à mettre un terme à la bipolarisation, mais au contraire à en créer une nouvelle.

*Que faut-il penser de l'échec récurrent du Parti socialiste et, plus largement, de l'étiage électoral exceptionnellement bas où se trouve l'ensemble de la gauche à l'issue du premier tour de ces élections ? Le socialisme à la française a-t-il un avenir ?*

Avec 36,1 % des voix toutes tendances confondues, contre 42,8 % en 2002, la gauche, en pleine crise d'identité depuis au moins vingt ans, se situe aujourd'hui à un plancher historique jamais atteint depuis 1969. Après trois échecs successifs à la présidentielle, le PS, devenu un parti de notables à sa base et de hauts fonctionnaires à son sommet, se retrouve confronté à un programme sans imagination et un système d'alliance dépassé. Déjà déstructuré et divisé depuis la consultation interne de ses adhérents en décembre 2004, puis lors du vote au référendum du 29 mai 2005, ayant au surplus enregistré un échec électoral retentissant en avril 2002, il n'a rien fait depuis pour surmonter ces divisions. Il est donc maintenant au pied du mur. Quant au parti communiste, qui représentait encore plus de 20 % des électeurs au début des années 1970 et avait encore recueilli 15,3 % des voix à la présidentielle de 1981, avec moins de 2 % des voix, il s'est transformé en fantôme.

Les maladresses de Ségolène Royal durant la campagne présidentielle ne traduisaient pas seulement ses limites personnelles, mais aussi celles d'une famille politique qui n'a plus à proposer que de poser un sparadrap social sur la tumeur libérale, et qui ne parle de justice qu'en termes de morale parce qu'elle n'est plus capable d'en donner une définition en termes politiques. La gauche française n'a plus de projet politique autonome depuis 1983. Depuis cette date, elle fait la même politique que la droite, mais en traînant les pieds, prônant une solidarité sociale qui ne peut s'exercer que dans des structures organiques qu'elle s'est elle-même employée à détruire méthodiquement, en même temps que le capitalisme libéral détruisait les valeurs traditionnelles. La distinction faite naguère par Lionel Jospin entre « économie de marché » et « société de marché » est devenue d'autant plus spécieuse que c'est l'économie qui *in-forme* aujourd'hui toute la société. Face au déploiement planétaire du capital, toute la gauche est devenue réformiste : à la loi du profit, elle n'oppose que des jérémiades et des aménagements.

*Parmi les surprises de cette campagne, il y a le nouveau positionnement et l'échec de l'ultra-gauche Les écologistes eux-mêmes n'ont pas su recueillir un vote protestataire à gauche… Est-ce l'archaïsme qui explique la désaffection électorale dont ils sont l'objet ?*

Je préfère ne pas utiliser le terme d'« archaïsme », lui aussi rentré dans le langage commun, mais dont on ne peut oublier que les gens l'opposent spontanément à un tout aussi problématique « progrès ». Je dirais plutôt que l'extrême gauche, aujourd'hui, pousse jusqu'à la caricature les tendances déjà présentes dans la gauche « modérée » que j'évoquais à l'instant. Au cours de leur campagne électorale, les candidats d'extrême gauche, s'affirmant « antilibéraux » pour n'avoir pas à se dire anticapitalistes, ont eux-mêmes tenu un langage beaucoup plus protestataire que révolutionnaire, en se concentrant sur des objectifs sociétaux n'impliquant aucune rupture avec le capitalisme. Ils ont développé un discours compassionnel politiquement correct, en se contentant d'accompagner les évolutions sociétales d'une critique purement moraliste. Faute de proposer une alternative crédible, leur discours a été assimilé à un constat d'impuissance. Quant aux Verts, déjà devenus la roue de secours du productivisme socialiste, puis privés de leur raison d'être en raison de la signature par les autres partis du Pacte écologique de Nicolas Hulot, ils ont achevé de se discréditer en choisissant, plutôt que

de militer vraiment pour l'écologie – et alors même que la préoccupation écologique n'a jamais été aussi présente dans l'opinion –, de défendre des thèmes sociétaux libertaires et « bo-bo » (mariage « gay », défense des minorités, dépénalisation des drogues douces, aide aux sans-papiers, etc.) dont le peuple se contrefiche royalement quand il n'y est pas résolument hostile.

La gauche radicale n'a visiblement plus rien d'autre à proposer aux travailleurs que de s'engager dans des « luttes » leur permettant de mieux s'intégrer dans la société de marché. La « souffrance » étant devenue une catégorie-clef de la perception sociopolitique, le discours sur les « victimes » a remplacé celui sur les classes sociales. Ce « patchwork de moralisme et de secourisme » (Régis Debray), où Jaurès et Lénine ont été remplacés par les compagnons d'Emmaüs et les enfants de Don Quichotte, ce discours philanthropique en faveur des « victimes » et des souffrants n'est qu'un succédané radicalisé de christianisme social, pas un programme politique. La seule redistribution de la richesse et l'interdiction des licenciements ne peuvent pas servir de substituts à une politique macro-économique d'intérêt général. La gauche radicale a oublié que la question de la justice sociale se résout par des moyens économiques et politiques, non par des considérations morales.

*Vous expliquez le succès de Nicolas Sarkozy par le caractère attractif d'un cocktail idéologique que vous avez baptisé « libéral-populiste ». Pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par cette nouvelle étiquette ?*

Au départ, Sarkozy était avant tout le candidat du patronat, de la grande bourgeoisie, du complexe militaro-industriel français (qui contrôle désormais l'essentiel du système des médias) et des néoconservateurs américains, bref, de tous ceux qui attendent de lui qu'il mette un terme à l'« exception française », sur le double plan du système social et d'une politique étrangère qui n'avait avant lui jamais totalement rompu avec la tradition gaullienne d'indépendance. Mais bien entendu, ce n'est pas avec ce seul soutien que Sarkozy aurait pu l'emporter. Il l'a emporté en ralliant à lui une partie des classes populaires et en « kidnappant » à son profit une large part du vote lepéniste. François Mitterrand avait très bien compris en 1981 que s'allier au parti communiste était le meilleur moyen de créer les conditions de son déclin historique. Sarkozy a, lui aussi, très bien compris que le meilleur moyen d'affaiblir le FN n'était pas de s'y opposer frontalement, mais de reprendre pour son compte l'essentiel de son discours. C'est ce qu'il a fait au cours de sa campagne, en ne reculant devant aucun mot ni aucun geste lui permettant de séduire l'électorat frontiste.

Sarkozy a dès le premier tour raflé dans l'électorat de Le Pen les deux tiers des petits artisans et commerçants, des employés, des travailleurs indépendants et des couches inférieures de la petite bourgeoisie salariée, public au profil autoritaire, hostile au libéralisme des mœurs, mais favorable au libéralisme économique – celui qui conjugue traditionnellement goût du profit et crispations xénophobes. C'est le ralliement de cette droite autoritaire, en attente d'une remise en ordre, qui lui a permis de franchir au premier tour la barre des 30 % et d'être élu au second. Il a été élu, en d'autres termes, parce qu'il a parfaitement su coaguler le vote de la grande bourgeoisie et celui des petits commerçants et d'une partie des classes moyennes. Il y est parvenu, profitant de la droitisation générale de la société, en faisant usage d'un discours sécuritaire directement emprunté au Front national, en n'hésitant pas à réinsérer ouvertement les « sujets qui fâchent » (immigration et identité nationale) dans l'espace public,

en promettant des baisses d'impôt et en multipliant les références à la nation pour répondre à la crise identitaire que connaît le pays.

C'est la réunion, durable ou provisoire, de ces deux électorats qui permet de définir Sarkozy comme un « libéral-populiste » (ce qu'avait déjà été Berlusconi en Italie). Sarkozy incarne une droite politiquement autoritaire et économiquement libérale qui n'hésitera pas à adopter une stratégie de la violence raisonnée avec le concours de l'appareil d'Etat. Cette droite libérale-sécuritaire conçoit la société uniquement comme un foyer de compétitions, soumis de part en part à la logique de la performance économique sur fond de marchandisation du monde. C'est une droite favorable au capitalisme qui ne parvient pas à comprendre que c'est le capitalisme qui, historiquement, a le plus détruit les valeurs de droite. Une droite qui a toujours voulu faire l'économie d'une réflexion sur les conditions du vivre-ensemble dans un monde commun. Une droite qui annonce l'ère du chacun pour soi. On pourrait dire, de ce point de vue, que c'est l'égoïsme comme *valeur* qui a triomphé le 6 mai.

*La Droite nationale sort-elle dédiabolisée de son échec électoral ? Comment expliquez-vous que l'indéniable « lepénisation des esprits » (et des thèmes de cette campagne) ne se soit pas constatée au fond des urnes ?*

Le Pen s'est souvent dit convaincu que la « lepénisation des esprits » lui ferait marquer des points, parce que les électeurs préfèreraient toujours « l'original à la copie ». Mais c'est l'inverse qui s'est passé. Le seul résultat de la « lepénisation des esprits » a été que le FN s'est fait laminer par un candidat qui a fait campagne sur ses propres thèmes et les a retournés contre lui. La grande erreur de Le Pen, à mon avis, a été de n'avoir pas pris la pleine mesure de la menace et de n'avoir pas, d'entrée, dénoncé Nicolas Sarkozy comme son adversaire principal. Quant à Sarkozy, durant la campagne, il a a incontestablement été plus « diabolisé » que ne l'a été Jean-Marie Le Pen, ce qui ne l'a nullement empêché d'être élu.

Tandis que la bourgeoisie libérale proche du capitalisme financier se reconnaissait d'instinct dans le projet de Nicolas Sarkozy, la petite et moyenne bourgeoisie autoritaire a vu en ce dernier un Le Pen éligible – un candidat plus jeune que Le Pen, plus présentable et mieux en mesure d'appliquer son programme. C'est ainsi que Sarkozy a réussi à agréger deux électorats différents et aux intérêts matériels divergents, réussissant le prodige de séduire à la fois la droite sécuritaire et les cadres supérieurs gavés aux *stock-options*, les tenants de l'ordre moral et les *night-clubbers* de la *jet society*, ceux qui profitent de la mondialisation et ceux qui en sont les victimes, ceux qui se « lèvent tôt » et ceux qui se couchent au petit matin, le monde du travail et celui de *Star Academy*, les patrons du CAC 40 et les classes moyenne menacées de déclassement. Un exploit qui se laisse à bien des égards comparer au vote Bush aux Etats-Unis.